

La côte d'Ivoire, une puissance économique en Afrique de l'Ouest (analyse des forces)

The Ivory Coast, an economic power in West Africa (strength analysis).

Auteur 1 : Asmaa CHOUHAIBI

Asmaa CHOUHAIBI, Maître de conférence habilité: Laboratoire de recherche: Finance Entrepreneuriat et Développement (LARFED) FSJES-Salé: Université Mohammed V Rabat

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : CHOUHAIBI. A (2024) « La côte d'Ivoire, une puissance économique en Afrique de l'Ouest (analyse des forces) », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 25 » pp: 0531 – 0549.

Date de soumission : Juillet 2024

Date de publication : Août 2024



DOI : 10.5281/zenodo.13370135
Copyright © 2024 – ASJ



Résumé

L'Afrique de l'Ouest dispose d'un certain nombre de pays émergents en 2022, malgré la pandémie du Covid 19, qui a beaucoup réduit la croissance économique de certains pays, et aussi la situation sanitaire, certains pays ont comme même réussi à redresser leurs croissances économiques pour se hisser parmi les pays en voie de développement. Il s'agit notamment des pays les plus riches en Afrique de l'Ouest que sont le Nigéria, le Ghana, et la Côte d'Ivoire.

En effet, la Côte d'Ivoire est une puissance économique dans la région grâce à plusieurs critères, et qui sont le résultat de développement de sa politique économique et financière depuis une dizaines d'années, et aussi le développement de sa politique sectorielle beaucoup plus ciblée avec des résultats performants.

Le présent travail cherche à déterminer les bases de ces puissances économiques en Afrique de l'Ouest, en prenant le cas de la Côte d'Ivoire, dont il consiste à présenter d'une part, la situation économique actuelle en Afrique de l'Ouest, et d'une autre part, étudier le modèle de puissance économique pour le cas de la Côte d'Ivoire.

Mots clés : Afrique de l'Ouest, Développement économique, puissance économique, Côte d'Ivoire

Abstract

West Africa has a certain number of emerging countries in 2022, despite the Covid 19 pandemic, which has greatly reduced the economic growth of certain countries, and also the health situation, some countries have as well managed to recover their economic growth to rise among the developing countries. These include the richest countries in West Africa : Nigeria, Ghana, and Ivory Coast.

Indeed, Côte d'Ivoire is an economic power in the region thanks to several criteria, and which are the result of the development of its economic and financial policy over the past decades, and also the development of its much more sectoral policy. targeted with effective results.

This work seeks to determine the bases of these economic powers in West Africa, taking the case of Côte d'Ivoire, of which it consists of presenting on the one hand, the current economic situation in West Africa, and on the other hand, study the economic power model for the case of Côte d'Ivoire.

Keywords : West Africa, Economic development, economic power, Ivory Coast

1. Introduction

L'Afrique, comme l'ensemble du monde sous-développé, bouge, s'ébroue au milieu de mille difficultés (Merle M, 1968), puisque ce continent souffre encore des fléaux économiques, si on le compare aux autres continents, et nécessite une politique plus appropriée et conforme pour une insertion à l'économie mondiale et réduire ces disparités. Dans ce contexte, l'économie ouest africaine présente les principaux traits d'une économie sous-développée, avec ses déséquilibres humains, son insuffisante exploitation des ressources, et sa pénurie en moyen financiers.

Cependant, durant ces dernières décennies, on remarque que cette région redevient géostratégique grâce à de multiples atouts, notamment, l'abondance de ressources naturelles et la croissance de la population jeune.

Il faut noter que l'économie ouest africaine commence à reprendre lentement le chemin de la croissance puisque le taux de celle-ci a atteint, ces dernières années, 5%, soit son plus haut niveau depuis des décennies, après avoir traversé une décroissance inquiétante et qui a laissé place à des phénomènes néfastes tel que les conflits, la famine, la pauvreté, des épidémies...

Alors que les économies de l'Afrique de l'ouest peinent à se relancer de la récession de 2020 dû à la pandémie de la Covid 19, les pays de la région sont confrontés à de nouveaux défis économiques notamment le conflit Russo-Ukrainien, et les changements climatiques, c'est dans ce contexte que plusieurs rencontres ont eu lieu au sein de l'Institut Africain de développement économique et de la planification (Chaib, B, 2013), dont l'objectif principal est le développement de nouvelles approches de gestion de la dette, de la fiscalité et de financement du développement en Afrique de l'Ouest.

Face à ce contexte, on constate que certains pays ouest africains ont pu faire face à cette conjoncture actuelle, il s'agit bien du Nigéria, le Ghana et la Côte d'Ivoire, qui présentent des puissances économiques dans la région, et dont les indicateurs économiques restent toujours en vert.

D'après les rapports du FMI et la BM, la Côte d'Ivoire constitue la première puissance économique en Afrique de l'Ouest, et dépasse le Nigéria et le Ghana en terme du PIB par habitant (soit 2779 USD en 2022, contre 2445 USD et 2085 USD respectivement). Par conséquent la Côte d'Ivoire consolide ainsi sa position de pays le plus riche d'Afrique de l'Ouest.

Cette évolution constitue une grande performance pour la Côte d'Ivoire, dont les richesses naturelles non renouvelables sont très modestes en comparaison de celles du Ghana et du Nigéria. En effet, le Ghana est le premier producteur d'or, le Nigéria est le premier producteur de pétrole en 2021 avec un niveau de production environ 50 fois supérieur à celui de la Côte d'Ivoire.

L'importante progression de la Côte d'Ivoire résulte de la forte croissance que connaît le pays depuis plusieurs années.

Dans ce cadre, notre travail cherche à répondre à la question suivante : **Comment la Côte d'Ivoire a pu devenir la première puissance économique en Afrique de l'Ouest ?**

Toutefois, les soubassements de ce travail reposent essentiellement sur la situation économique en Afrique de l'Ouest, d'une part, et d'autre part, le cas de la Côte d'Ivoire en tant que puissance économique en Afrique de l'Ouest.

Notre travail sera présenté en trois sections, dont la première consistera à décrire la situation économique en Afrique de l'Ouest, tandis que la deuxième section présentera le cas de la Côte d'Ivoire en tant que puissance économique, et la dernière section sera consacrée à la discussion et principales conclusions tirées de l'étude du cas présenté.

2. Structure économique en Afrique de l'Ouest

En effet, la moitié des pays de la région sont classés comme fragiles et se trouvent confrontés à un fardeau alourdi par la pandémie, ce qui pourrait impacter le développement, la paix et la cohésion sociale.

Dans ce cadre, le PIB de l'Afrique de l'Ouest s'est contracté sous l'effet de la Covid 19 de - 1,5% en 2020 (BAD, 2021), après avoir enregistré une hausse de 3,5% en 2018 et 3,6% en 2019, soit un niveau bien inférieur au taux de croissance de 4% prévu par la Banque africaine de développement avant la pandémie. Par conséquent l'économie des États membres de la région a subi une récession remarquable en raison de l'instauration de l'état d'urgence sanitaire et le confinement imposés par la crise sanitaire (ECA, PMA, CERFAM, Octobre 2020). Ce qui a provoqué un effet nuisible sur les vies, l'agriculture a subsistance ainsi que d'autres activités économiques (Chouhaibi, A, 2021). La fermeture des écoles à tous les niveaux de l'enseignement, ainsi que la fermeture des petites et moyennes entreprises ont augmenté le risque de réduction et de pertes d'emplois, d'inflation, l'affaiblissement des investissements

directs étrangers à cause de la fermeture des frontières, la chute du tourisme, et l'accroissement involontaire des dépenses liés à la santé et à la sécurité de la région.

À titre d'exemple, au Ghana la pandémie a entraîné une baisse du Produit Intérieur Brut prévu pour 2020, en passant de 6,2% à 0,5% (Deloitte, 2020).

Tableau 1 : Croissance du PIB réel en Afrique de l'Ouest par groupe et par pays : 2018-2024 en %

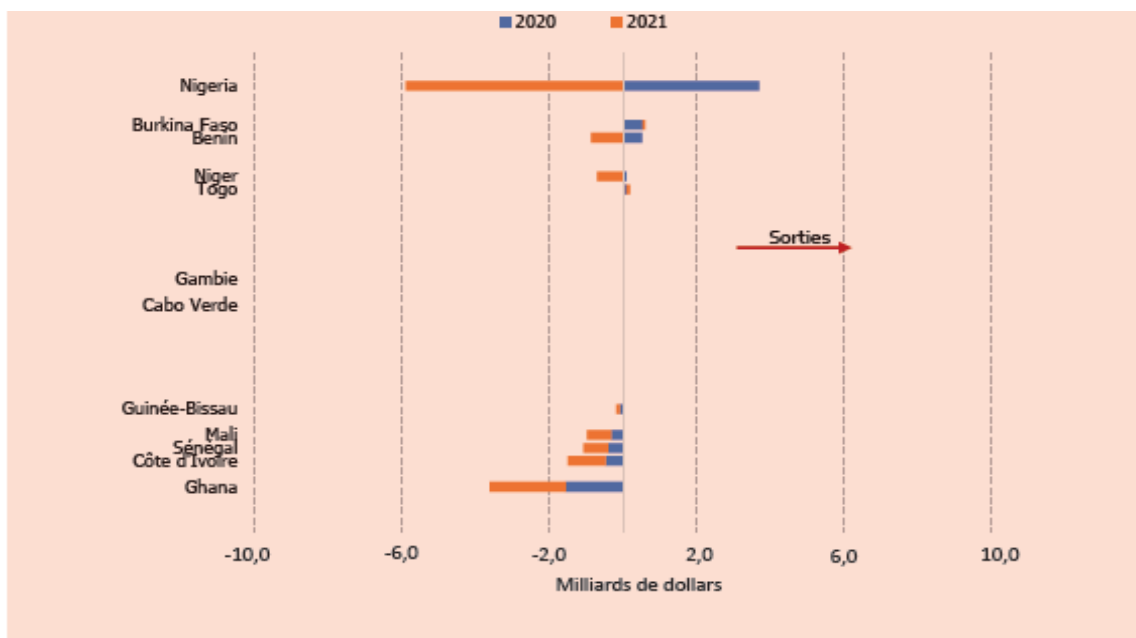
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (P)
Afrique de l'Ouest	3,5	3,6	-0,6	4,4	3,8	3,9	4,2
Groupe							
Pays							
Benin	6,7	6,9	3,8	7,2	6,0	6,2	6,0
Burkina Faso	6,7	5,7	2,0	6,9	3,2	3,7	3,9
Cap vert	4,5	5,7	-14,8	7,0	10,5	5,7	6,2
Côte d'Ivoire	6,9	6,2	1,7	7,4	6,7	7,2	7,0
Gambie	7,2	6,2	0,6	4,3	4,4	5,2	5,6
Ghana	6,2	6,5	0,5	5,4	3,3	1,7	3,0
Guinée	6,4	5,6	4,9	4,4	4,8	5,5	5,6
Guinée-Bissau	3,4	4,5	1,5	6,4	3,7	4,6	5,1
Libéria	1,2	-1,4	-3,0	5,0	4,0	4,3	4,8
Mali	4,7	4,8	-1,2	3,1	3,7	5,1	5,3
Niger	7,2	5,9	3,6	1,4	7,2	7,0	11,8
Nigéria	1,9	2,2	-1,8	3,6	3,3	3,4	3,2
Sénégal	6,2	4,6	1,3	5,6	4,0	5,5	9,8
Sierra Leone	3,5	5,3	-2,0	4,1	2,8	3,1	4,8
Togo	4,9	5,5	1,8	6,0	5,5	6,3	6,6

Source : Statistiques de la BAD 2023

L'édition 2023 des perspectives économiques en Afrique de l'Ouest témoigne que la performance en matière de croissance est très hétérogène d'un pays à l'autre dans la région. Durant la période 2018-2023, on constate que 9 pays ouest africains ont enregistré un taux de croissance du PIB réel supérieur à 2%. (La Côte d'Ivoire, Ghana et Guinée) ont des taux de croissance supérieurs à 3%.

Le PIB réel en Afrique de l'Ouest en 2019 n'a augmenté que de 0,1%. Cette faiblesse est liée d'une part, principalement au taux de croissance du PIB réel par négatif du Libéria (-1,4%) en raison de la chute du secteur pétrolier, et par la détérioration des termes de l'échange.

Graphique 1 : Investissements de portefeuille en Afrique de l'Ouest, 2020 et 2021 en (en milliards d'USD)



Source : Statistiques de la BAD 2023

Les économies d'Afrique de l'Ouest ont été mitigées au niveau des investissements de portefeuille. Le Nigéria a enregistré des entrées qui s'élèvent à 5,9 Milliards de dollars en 2021, après une sortie nette de 3,7 milliards d'USD en 2020. Aussi, la position du portefeuille de Ghana a enregistré 2,1 milliards de dollars en 2021, contre 1,6 milliards en 2020. Cette amélioration a concerné aussi la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Mali avec comme entrées respectives de 1 milliards, 670 millions et 658 millions d'USD en 2021, au lieu de 486 millions, 418 millions et 332 millions d'USD en 2020.

L'économie ouest africaine possède tous les atouts pour être appréciée par rapport aux autres puissances économiques du monde car il a le potentiel humain et les richesses naturelles. Autrement dit, l'Afrique de l'Ouest est riche non seulement de sa diversité mais également par ces ressources naturelles et humaines. En effet, au niveau démographique, la population ouest africaine aujourd'hui, 302,9 millions d'habitants en 2021¹, soit environ un tiers de la population africaine.

En 2025 (Mbeki, TH, 2003), plus de la moitié sera jeune et vivra dans les villes, tout en favorisant l'émergence de pôles industriels, commerciaux, de centres d'affaires et de services. Environ 50 % de ces consommateurs devraient être à peu près éduqués et 10 % très bien éduqués.

Cette croissance démographique assure à l'Afrique de l'Ouest une population jeune et une densité favorable, notamment dans les zones rurales, à la mise en valeur des ressources disponibles. Les terres agricoles sont considérables, car le continent dispose de 12 % des terres cultivables mais avec seulement 8 % des Hommes.

Cependant, il n'y a pas de développement économique possible sans présence et intervention active de l'Homme en tant qu'agent de l'activité économique et non plus seulement comme fin dernière de cette activité. L'amélioration de la situation matérielle d'un pays, quel qu'il soit, dépend avant toute chose du perfectionnement des ressources humaines de sa population (Mouandjo, P, Lewis B, 2002)

En plus de cette richesse humaine, la région possède les matières premières industrielles : phosphates, or, manganèse, cuivre, fer, bauxite, diamants... Et les produits agricoles de base : café, coton, cacao. D'un autre côté, il dispose de vastes ressources énergétiques à savoir le pétrole, le gaz et l'électricité. Certaines de ces ressources attendent encore d'être exploitées.

Le Nigeria est le premier producteur africain de pétrole mais aussi de palme, d'ignames, de mil et de sorgho et il en est de même de la Côte d'Ivoire qui est le premier producteur mondial de café et de cacao. Ces réserves minérales et énergétiques additionnelles dont le monde a besoin, sont un atout pour réguler la compétition internationale et lancer le monde sur la trajectoire multipolaire.

¹ Populationdata.net/ fiche technique de l'Afrique.

En somme on peut dire que les économies ouest africaines ont tous les atouts pour se développer et pour progresser vers la prospérité. Ces pays peuvent atteindre cet objectif lorsque ces économies utiliseront leurs potentialités et leurs ressources entièrement pour leurs patries. La dynamique de développement entretenue est génératrice d'une croissance.

Autrement dit, la bonne gouvernance économique dans ces pays est un facteur clé influençant le niveau de développement de ces économies (Birouk M, 2000). D'ailleurs la mauvaise gestion des ressources est le facteur essentiel dans le phénomène du sous-développement.

Qu'ils soient très mal orientés dans un continent plein d'opportunités des affaires économiques dans plusieurs secteurs d'activité.

Une autre voie importante pour parvenir à la restructuration de l'appareil productif, est de faire des échanges commerciaux avec de nouveaux partenaires (Inde, Chine, Brésil,) et l'attraction des capitaux étrangers. Cette voie peut représenter pour ces pays un véritable moteur de croissance et du développement. Elle pourrait aussi consister à promouvoir une participation accrue et profitable aux pays africains et aux activités des secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial.

3. Modèle de puissance économique en Afrique de l'Ouest : la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est un pays d'Afrique de l'Ouest avec une population de 27,97 millions d'habitants en 2023 dont 30 % environ de travailleurs immigrés établis dans le pays avec leurs familles (Burkinabés, Maliens, Ghanéens et Libériens). C'est une population jeune (46 % de la population a moins de 15 ans) et aujourd'hui majoritairement urbaine (50,5 % de la population vit dans les villes), elle couvre une superficie de 322 462 km²

Elle a pour capitale politique et administrative Yamoussoukro, mais la quasi-totalité des institutions se trouvent à Abidjan, sa langue officielle est le français, avec quelques 70 langues

et dialectes sont parlés au quotidien, sa devise est le franc CFA. Le pays fait partie de la CEDEAO², l'UEMOA³, l'UA⁴, et de l'organisation de la coopération islamique.

En effet, la Côte d'Ivoire a fait preuve d'une grande résilience face à la pandémie (FMI,2021) puisque le taux de croissance est estimé à 6,7% en 2023 (BAD,2022), ce qui la classe parmi les pays les plus performants d'Afrique de l'Ouest. Ces constats peuvent être expliqués par la solidité des paramètres fondamentaux avant la crise, la rapidité des mesures prises par les autorités face à la pandémie, et une faible dépendance vis à vis des secteurs qui ont été touchés durant ladite période.

Ce qui maintiendrait le pays parmi les économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest, cette croissance remarquable est tirée de l'offre par l'agriculture d'exportation, les industries extractives et manufacturières, les bâtiments et travaux publics, les transports et le commerce, du côté de la demande par l'investissement et la consommation, l'inflation est passée de 2,4% en 2020 à 4% en 2021 (BAD, 2022) proposé par une hausse des prix des produits alimentaires liés à une insuffisance de la production locale.

Le pays exporte principalement du cacao, la noix de coco, la banane, du poisson, du pétrole raffiné, de l'or et du caoutchouc.

3.1. Structure économique

La Côte d'Ivoire a pendant quelques décennies été considéré comme la vitrine de l'Afrique de l'Ouest, traduisant le triomphe des politiques libérales de développement. Ce pays dispose des atouts les plus encourageants : climat, infrastructures, population plutôt bien formée, un tissu industriel bien qu'à l'état embryonnaire, ainsi des rentes à l'exportation.

² La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, est une organisation intergouvernementale ouest-africaine créée le 28 mai 1975. Cette structure est destinée à coordonner les actions des pays de l'Afrique de l'Ouest.

³ L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est une organisation ouest-africaine créée le 10 janvier 1994 qui a comme mission la réalisation de l'intégration économique des États membres, à travers le renforcement de la compétitivité des activités économiques dans le cadre d'un marché ouvert et concurrentiel et d'un environnement juridique rationalisé et harmonisé.

⁴ Union africaine (UA) est une organisation intergouvernementale d'États africains créée le 9 juillet 2002, à Durban en Afrique du Sud, en application de la déclaration de Syrte du 9 septembre 1999. Elle remplace l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Ses buts sont d'œuvrer à la promotion de la démocratie, des droits humains et du développement à travers l'Afrique, surtout par l'augmentation des investissements extérieurs par l'intermédiaire du programme du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Dans cette sous-section, on va analyser la structure économique de la Côte d'Ivoire, et en déterminer les forces.

Tableau 2 : Indicateurs macroéconomiques de la Côte d'Ivoire en % : 2021-2024

	2 021	2 022	2 023	2 024(P)
Croissance du PIB	7	6,7	6,2	6,5
Inflation	4,2	5,2	4,5	2,5
Solde budgétaire/ PIB	-4,9	-6,8	-5	-4
Solde courant/ PIB	-4	-6,5	-4,5	-3,5
Dette publique/ PIB	50,9	56,8	56,8	57

Source : Autorités ivoiriennes, estimations des services du FMI, et la Banque mondiale.

Après un ralentissement en 2020 associé au Covid-19, l'économie se renforce avec une croissance du PIB prévue de 6,5 % en 2024. Elle généralement liée du côté de l'offre par l'agriculture d'exportation, les industries extractives et manufacturiers, les bâtiments et travaux publics, les transports et le commerce, et aussi du côté de la demande par l'investissement et la consommation.

L'inflation est passée de 4,2% en 2021 à 5,2% en 2022, cette augmentation causée par une hausse des prix des produits alimentaires, liée à une insuffisance de la production locale. Le crédit à l'économie a enregistré 49,4% en 2021, soit une hausse de 13,4% par rapport à 2018, cette augmentation est stimulée par les mesures de soutien au système bancaire. Le déficit budgétaire s'accroît en 2022 pour atteindre -6,5%, et prévu de baisser en 2024 à -3,5%, cette légère baisse est liée principalement à une stratégie de mobilisation des recettes fiscales et non-fiscales.

Grâce à son sol relativement riche, l'économie de la Côte d'Ivoire repose sur l'agriculture, elle demeure encore de nos jours son pilier traditionnel, employant plus des deux tiers de la population active, et représente une part importante de la population nationale (près de 25 %).

Ce pays est un producteur et exportateur mondial de cacao, de noix de coco et de café, surtout du robusta. Les autres productions importantes pour l'exportation sont l'huile de palme, le coton, le caoutchouc, les bananes et les ananas.

La côte d'Ivoire est également un important exportateur de bois tropical, l'exploitation forestière et la pêche sont aussi des activités très développées et jouent un rôle économique considérable.

Cependant, son économie qui dépend essentiellement des cours des matières premières souffre de la dégradation des termes de l'échange entre le nord et le sud. Si un système de caisse de compensation pour les petits planteurs permet pendant de nombreuses années, d'amortir les grandes amplitudes du prix des produits agricoles, il contraint le pays à s'endetter lourdement.

Les perspectives s'avèrent assez prometteuses en Côte d'Ivoire, la population de relance par les grands travaux s'est soldée par une croissance de 6 % en 2021, grâce à la poursuite des réformes sociales et d'amélioration du climat des affaires. La bonne mobilisation des ressources internes et externes joue aussi, de même que la stabilité sociale et politique.

Tableau 3 : Investissements Directs Étrangers en Côte d'Ivoire

	2 019	2 020	2 021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	936	713	1.382	1.584
Stock d'IDE (millions USD)	10.701	12.457	12.821	13.675
Nombre d'investissements Greenfield⁵	40	25	15	22
Valeur d'investissements Greenfield (millions USD)	2.963	846	375	1.083

Source : CNUCED 2 022

⁵ Les investissements Greenfield correspond à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

En effet, plusieurs facteurs sont responsables sur le climat favorable d'investissement en Côte d'Ivoire, notamment la stabilité politique du pays avec une progression notable des institutions démocratiques, des ressources naturelles en abondance et très fertiles, spécialement le cacao où la pays est le premier producteur, une stabilité monétaire et des taux d'intérêt faibles, aussi, la pays dispose d'une infrastructure routière bien développée, un aéroport moderne avec une compagnie aérienne nationale qui est en liaison direct avec l'ensemble des capitales de la région, et le deuxième plus important port d'Afrique de l'Ouest.

Le minerai de fer, de manganèse, le diamant, le pétrole et le gaz sont ses principales ressources naturelles, en 2007 les exportations pétrolières sont devenues la première ressource financière du pays. En 2002, le pays qui a commencé à produire du pétrole en 1980, est devenu le seul État de le CEDEAO « exportateur net de produits pétroliers ».

L'industrie qui contribue pour 25 % au PIB⁶ en 2015, est centrée sur l'agroalimentaire. En effet, l'industrie pétrolière et de la transformation de matières agricoles est un élément clé de l'économie ivoirienne. Le développement du secteur tertiaire, avec l'implantation des banques commerciales internationales et l'accroissement du nombre de sociétés de services, semble être la tendance de ces dernières années, la crise politique ivoirienne survenue à la fin de l'année 2002 a de lourdes conséquences économiques pour le pays et dans la zone de la CEDEAO⁷.

3.2. Structure commerciale

Du début des années 60, jusqu'aujourd'hui, la politique de développement de la Côte d'Ivoire est celle de l'expansion des exportations et de la substitution aux importations reposant sur des industries solides en ce domaine. Les stratégies mises en œuvre ont vu le jour dans le cadre d'une gestion économique et d'une politique macroéconomique adaptées aux contraintes et à l'environnement extérieur.

En effet, le commerce extérieur joue un rôle fondamental dans l'économie ivoirienne, avec une balance commerciale traditionnellement excédentaire. La Côte d'Ivoire est le centre des activités commerciales en Afrique de l'Ouest dont la part de commerce extérieur dans son PIB est de 90 %.

⁶ www.lemonde.fr/ entretien avec « Jean-Claude Kassi Brou » : Ministre de l'Industrie et des Mines de Côte d'Ivoire

⁷ « La crise en Côte d'Ivoire » Dossier de la Documentation française, Mars 2007.

-SOULE, B.G « l'économie ouest africaine face à la crise ivoirienne : quelle alternative pour l'intégration régionale ? » Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCED 2003.

Le pays est adhérent à la CEDEAO (Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest) qui impose un tarif externe commun (TEC) depuis janvier 2015. Elle appartient aussi à la Zone Franc et membre aussi de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine).

Tableau 4 : Indicateurs du Commerce extérieur de la Côte d'Ivoire en Pourcentage

	2 019	2 020	2 021	2022	2023
Importations de biens (millions USD)	10.483	10.650	14.007	17.889	18.887
Exportations de biens (millions USD)	12.627	11.922	14.994	16.429	20.263
Importations de services (millions USD)	3.331	3.119	3.648	3.858	N/A
Exportations de services (millions USD)	1.121	1.017	871	958	N/A

Source : OMC 2023

La politique commerciale de la Côte d'Ivoire reste fondée sur le libéralisme économique et l'ouverture sur l'extérieur. Cette orientation s'est traduite par une politique d'incitations aux exportations, à l'import substitution et aux investissements.

D'une manière générale, les mesures de politique envisagées visent à consolider l'excédent de la balance commerciale. Trois axes sont souvent explorés, à savoir :

- Comprimer les importations ;
- Accroître les exportations ;
- Accroître la production.

3.2.1. Politique d'importation de la Côte d'Ivoire

Depuis quelques années, on assiste à une réduction sensible des niveaux des différents droits à l'importation. Les mesures non tarifaires subissent également la même baisse. Il s'agit notamment des contingents à l'importation⁸. Ce qui a permis d'une part d'accroître la concurrence des produits concernés et, d'autre part de libéraliser les prix intérieurs de certains produits autrefois très protégés comme le riz et le ciment.

Il n'existe pas de législation en droits antidumping⁹ ou compensateurs. Toutefois, des droits spécifiques sont prélevés à l'importation de certains produits comme la viande et les produits laitiers pour contrecarrer l'effet des subventions à l'exportation dont bénéficient les producteurs de l'Union européenne.

Entre autre, le gouvernement entend améliorer le contrôle des importations de produits non originaires de la CEDEAO en provenance du Burkina Faso et du Mali par voie terrestre.

3.2.2. Politique d'exportation de la Côte d'Ivoire

À l'opposé des importations, les mesures concernant les exportations consistent en l'introduction de nouvelles taxes sur les principales exportations du pays. Les formalités administratives en douane et l'importance des « taxes sauvages¹⁰ » perçues lors du transport interne des produits destinés à l'exportation se sont nettement améliorées au cours de ces dernières années. Le gouvernement vient d'engager à partir de juin 2008 une lutte radicale contre les tracasseries des forces de l'ordre sur les routes.

Cependant, les exportations ivoiriennes sont tirées par les ventes de café, de cacao (40 % des revenus d'exportation), des conserves en thons, de bois de pétrole et les carburants minéraux. Les articles principalement importés sont les carburants minéraux et les pétroles, les véhicules, les navires et bateaux, les céréales et les machines, ainsi que les biens intermédiaires, les produits alimentaires.

⁸ OMC : examens des politiques commerciales.

⁹ Une mesure antidumping consiste à imposer un droit d'importation supplémentaire sur le produit considéré en provenance du pays exportateur concerné afin d'en rapprocher le prix de la "valeur normale" ou d'éliminer le dommage causé à la branche de production nationale du pays importateur.

¹⁰ Elles correspondent aux sommes d'argent versées aux barrages routiers de la douane, de la gendarmerie et de la police. Elles ne sont généralement pas comptabilisées dans les comptes de l'Etat.

3.3. Les obstacles au développement économiques de la Côte d'Ivoire

Certes, la Côte d'Ivoire dispose de plusieurs atouts qui la permet de devenir une puissance économique en Afrique de l'Ouest, cependant, il est normal de constater que le pays se trouve confronté à un certain nombre d'obstacles et entraves qui persistent, malgré le développement économique du pays.

Il existe des obstacles d'ordre politique, notamment des tensions sociales et ethnique qui perdurent, et des incertitudes sur la sécurité du pays avec l'apparition de tensions aux frontières avec le Mali, le Libéria et au sahel. D'un autre côté, il y a des obstacles d'ordre économique, qui se résument par l'existence d'une structure fiscale globalement défailante, et un déficit budgétaire ralentissant la mise en place de réformes nécessaires au développement économique, des infrastructures faiblement développées, un fort niveau d'endettement, une économie informelle massive qui participe principalement à l'augmentation PIB, une agriculture fragile et vulnérable aux catastrophes naturelles (sécheresse), et qui dépend toujours des cours de matières premières alimentaires, et on peut dire aussi que ce pays souffre toujours des disparités et de grands écarts entre la capitale Abidjan et le reste du pays. · [Support technique](#) ·

4. Discussion

Depuis l'année 2010, l'état ivoirien a déployé des efforts énormes pour améliorer la situation économique du pays, et ce à travers la relance d'un certains nombres de secteurs, il s'agit notamment des infrastructures, les transports, l'électricité, la santé, l'agro-industrie et l'éducation.

Dans tous ces domaines s'est développé une vision moderne et dynamique du développement. En effet, depuis 2011, le taux de pauvreté a baissé de 50% à 35% de la population, dans tout le pays, les grands chantiers produisent déjà leurs effets et chacun dans son quotidien peut partager les fruits de leurs croissances.

La capitale Abidjan, poumon économique du pays brille au sommet de la sous-région, la cité administrative, les tours d'affaires, tout y a été rénové, en attirant des investisseurs nationaux et internationaux, en effet, le pays est bien géré au niveau macroéconomique.

Par conséquent, on peut résumer les sources et les leviers du développement économique de ce pays, par un certain nombre de secteurs :

- Les transports : la route représente 90% des échanges sur le territoire, elle précède le développement depuis cette dernière décennie, des milliers de kilomètres ont été rénovés ou créés, elles favorisent plutôt les contacts économiques en tant qu'humain. L'aéroport d'Abidjan a été modernisé, agrandi, en 12 ans, son trafic a été presque triplé, il accueille aujourd'hui 2 millions de voyageurs et vise 6 millions pour 2025, fondé en 2012, Air Côte d'Ivoire représente le 1/3 de ses passagers. Sur la façade maritime le grand West bénéficie d'un dynamisme du port de San Pedro, qui suit à son tour la voie ouverte par le port autonome d'Abidjan, ce dernier avec 1125 de franc investit depuis 2012, devient le 1^{er} port de l'Afrique de l'Ouest.
- L'énergie : depuis 2011, la Côte d'Ivoire a augmenté sa capacité énergétique à 55%, elle exporte dans tous les pays voisins, 7 milliards de franc ont été budgétés pour tripler la puissance installée d'ici 2030. Dans ce cadre, l'état a relancé la production hydraulique d'électricité, aussi, le pays s'est engagé dans les énergies renouvelables, d'ici 10 ans, elles représenteront 42% de la production nationale. Le programme d'électricité pour tous a permis le raccord de 4 millions d'ivoiriens, en 12 ans, le taux de couverture électrique est passé de 30 à 80% du pays, il sera de 100% en 2025.
- L'agro-industrie : la Côte d'Ivoire est riche de son sol et son climat, premier pays sur le cacao et le caoutchouc, il rejoint le trio de tête de production de coton. Le gouvernement encourage cette agro-industrie qui crée de l'emploi et fait monter les prix. Aussi, soutenue par l'Etat la Compagnie Ivoirienne de Coton (CIC) a investi massivement dans un centre de recherche et développement et plusieurs sites de transformation. Désormais, la Côte d'Ivoire peut traiter le coton graine et exporter le produit fini. En effet, le cacao reste la production dominante avec 27% de recettes d'exportations et nourrit 5 millions d'ivoiriens, aujourd'hui, l'Etat garantit à l'exploitant un prix perchant égale à 60% du prix du marché avec un plancher de mille franc le Kilo. En parallèle un nouveau régime d'incitation fiscale a été créé, et qui a poussé les grands groupes internationaux à investir et transformer localement le cacao.

5. Conclusion

Dans ce travail, nous avons étudié l'économie de la Côte d'Ivoire en tant que puissance économique en Afrique de l'Ouest. Dans ce cadre, nous avons constaté que le pays est devenu une puissance économique dans la région, grâce à plusieurs critères positives, notamment la situation économique et commerciale qui sont en évolution continue, avec des indicateurs macroéconomiques en vert, la stabilité politique du pays qui encourage les investisseurs nationaux et internationaux, ainsi que l'abondance des ressources naturelles.

En effet, la Côte d'Ivoire a développé une bonne politique économique et financière depuis 2011, et aussi a développé une politique sectorielle beaucoup plus ciblée avec des résultats performants. A travers ces perspectives, on voit que le pays vise à avoir un rôle de plus en plus important au niveau de la zone ouest africaine. Toutefois, ce pays ne manque pas d'obstacles liés à son développement économique et empêchent son émergence.

Face à ce contexte, le gouvernement ivoirien a mise en place certaines mesures pour encourager les investissements étrangers et rendre le pays plus attractif en la matière. Il s'agit de l'introduction d'un nouveau code des investissements, la mise en place d'un guichet unique pour la création d'entreprise, aussi l'élaboration d'un programme de grands travaux au niveau des infrastructures de transport, avec la privatisation de la ligne de chemin de fer de Abidjan-Ouagadougou, et l'extension du port d'Abidjan.

Aussi dans ce cadre, un plan national de développement a été élaboré et qui vise à faire de l'investissement privé un moteur de la croissance économique du pays. Un programme de dématérialisation des services et actes administratifs a été mis en place pour faciliter les affaires, et des mesures d'allègement fiscal ont également vu le jour.

Outre, pour améliorer l'environnement des affaires, le gouvernement ivoirien a mis en place des réformes politiques majeurs, telles que l'adoption d'une nouvelle Constitution et la création d'un Sénat, et enfin, en vue de rendre l'investissement privé vecteur de la croissance économique dans le pays, un plan national de développement (PND 2021-2025) a été élaboré.

En conclusion, on peut dire que le gouvernement ivoirien ne cesse pas de déployer des efforts pour promouvoir la croissance économique du pays, et ce à travers la mise en œuvre de plusieurs politiques et réformes réceptives, dont l'objectif ultime et de rendre le pays la première puissance économique en Afrique de l'Ouest.

Références bibliographiques

- Ambassade de la suisse en Côte d'Ivoire « Rapport économique sur la Côte d'Ivoire, 2021 », pp :3-4, 7-9.
- BAD « Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest : la dynamique de la dette : la voie vers la reprise Post-COVID », 2021, pp 11-17
- BAD « Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest : la dynamique de la dette : la voie vers la reprise Post-COVID », 2022, pp 6-16
- BAD « Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest : Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte », 2023, pp 20-88
- BAD « Notes pays : Afrique de l'Ouest », 2022, pp :190-193
- Birouk M « Rationalisation des structures et bonne gouvernance » Revue marocaine d'administration local et développement N°34 ,2000.
- Chaib, B « Quelle intégration économique de l'Afrique à l'heure de la mondialisation », colloque n°17 « Afrique et puissances », IEA 2013, page 302.
- Chouhaibi, A. (2021). Impacte de la pandémie Covid-19 sur les investissements marocains en Afrique de l'Ouest : Cas de la CEDEAO, p 223.
- CNUCED « Repenser les fondements de la diversification des exportations en Afrique », 2022, pp : 18-24
- CNUCED « La contribution potentielle de la Zone d libre-échange continentale africaine à une croissance inclusive », 2021, pp : 48-49
- Deloitte, « The Economic Impact of the COVID-19 Pandemic on the Economy of Ghana », Mars 2020.
- DGD « Statistiques du commerce extérieur de la Côte d'ivoire : 2017-2021 », pp 1-5.
- Dossier de la Documentation française « La crise en Côte d'Ivoire », Mars 2007.
- ECA, PAM, CERFAM « pandémie de la Covid 19 : Impact des mesures de restriction en Afrique de l'Ouest », Octobre 2020, pp 32-33.

-
- FMI « La Côte d'Ivoire : communiqué de presse, rapport des services du FMI, questions générales », rapport n°21/170, juillet 2021, p 2
 - Mbeki TH « *Afrique 2025 : quels futurs possibles pour l'Afrique au sud du Sahara ?* » édition : Futurs africains, 2003.
 - Merle, M « L'Afrique noire contemporaine », 2^e édition, 1968, page 253
 - Mouandjo, P Lewis B. « Facteurs de développement en Afrique » édition Harmattan 2002.
 - OCDE « Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020 », Club du Sahel, pp :24-33
 - SOULE, B.G « l'économie ouest africaine face à la crise ivoirienne : quelle alternative pour l'intégration régionale ? » Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCED 2003.